

62% de la population opposés à plus de deux mandats présidentiels au Burundi

PANA, 08 février 2015 Bujumbura, Burundi - Les résultats d'un récent sondage du réseau africain de collecte et de traitement des opinions, "Afrobarometer", indiquent que 62% des Burundais âgés de 18 ans et plus militent en faveur de la relève au bout de deux mandats présidentiels de cinq ans chacun, pour éviter l'usure à trop vouloir rester longtemps au pouvoir. Selon le représentant au Burundi du réseau Afrobarometer qui opère dans plus de 30 pays africains, Christophe Sabudandi, lors du précédent sondage de 2012 sur le même sujet, ils étaient 51% de répondants à se prononcer en faveur de la limitation à deux du nombre de mandats présidentiels.

Le spécialiste des techniques de sondage a donc noté une évolution de l'ordre de 11% à l'approche de l'approche présidentielle des mois de juin et juillet, en cas de deux tours au Burundi. Le nombre de mandats présidentiels a, entre temps, fait débat au niveau des Etats-majors des partis politiques, ce qui explique en partie l'évolution des opinions sur le sujet, de l'avis toujours de l'expert. Le sondage est en même temps venu jeter un pavé dans la marre des Etats-majors politiques intéressés par les prochaines élections générales de l'année en cours. L'opposition semble la plus confortée par le sondage. Tant donné qu'elle défendait depuis quelque temps le droit au président sortant Nkurunziza, de briguer un troisième mandat à la tête de l'Etat pour en avoir déjà consommé deux mandats depuis sa première élection de 2005, suivie de sa reconduction par les urnes, en 2010. La mouvance présidentielle, quant à elle, continue à parler plutôt d'un second mandat, si le chef de l'Etat sortant venait à se représenter prochainement avec comme argument d'avoir jusque-là été élu une seule fois au suffrage universel direct, en 2010, contrairement à 2005 où c'était le parlement qui l'avait porté indirectement au pouvoir à la faveur d'un retour à une vie démocratique plus au sortir de plusieurs années de guerre civile. Face au flou juridique qui se trouve dans la loi fondamentale du moment au Burundi sur la question litigieuse du nombre de mandats, le camp présidentiel a déjà signifié qu'il reviendra alors au pouvoir constitutionnel de trancher le moment venu. D'autres critiques plus techniques sont parties sur la piste de la crédibilité d'un sondage qui s'est basé sur un échantillon national de seulement 1.200 répondants. Pour Christophe Sabudandi, les non initiés peuvent, a priori, penser effectivement qu'un tel échantillon aléatoire n'est pas représentatif des opinions réelles des 4,2 millions de candidats électeurs potentiels parmi lesquels ont été choisis les répondants de toutes les catégories sociopolitiques nationales. Dans sa tentative de convaincre les plus septiques sur la fiabilité du sondage, M. Sabudandi a donné l'image d'un cuisinier qui a juste besoin de goûter et vérifier à l'écumoire si sa sauce a pris et non d'avaler tout le contenu de la marmite pour réellement s'en convaincre. Les Burundais ne sont pas des habitués des sondages et certains autres de la classe politique nationale ont estimé que les résultats de l'Afrobarometer risquaient d'influencer, d'une façon ou d'une autre, les trames attendues et convoitées élections prévues entre les mois de mai et août 2015 sur fond de difficile dialogue entre les pouvoirs et l'opposition ainsi qu'un regain d'insécurité.